

Accès à l'insuline: à l'OMS, la France doit soutenir une résolution ambitieuse

TRIBUNE - Alors que l'Organisation mondiale de la Santé lance un Pacte mondial contre le diabète, des députés et associatifs appellent la France à soutenir les initiatives visant à rendre l'insuline accessible à tous à un prix abordable.

Par Vincent Ledoux, Stéphane Besançon, BERTRAND BURGALAT, Pauline Londeix et Marc De Kerdanet

Publié le 14/05/2021 à 06:01,

Mis à jour le 14/05/2021 à 11:20



Essentielle à la survie de malades de plus en plus nombreux, l'insuline, qui coûte très peu cher à produire, reste inabordable pour bien des familles dans le monde. *300785232/Sherry Young - stock.adobe.com*

Découverte il y a cent ans, l'insuline reste hors d'accès pour au moins la moitié des personnes qui en auraient besoin dans le monde, y compris dans des pays riches comme aux États-Unis. Pourtant, l'accès aux soins et notamment à l'insuline est vital pour les personnes atteintes de diabète de type 1 (DT1). Or le nombre de personnes atteintes de diabète est en forte progression et les besoins en insuline humaine vont continuer à augmenter dans les prochaines années: la Fédération internationale du

diabète estime que d'ici 2045, le nombre de personnes atteintes de cette maladie chronique aura augmenté de 51 % pour atteindre 700 millions de personnes dans le monde.

À découvrir

→ Covid-19 : la vaccination pour seul remède

Les capacités de production mondiale restent concentrées entre les mains de trois producteurs, Sanofi, Novo Nordisk et Eli Lilly, ce qui empêche une réelle compétition et entraîne des répercussions sur l'approvisionnement et les prix de l'insuline. Au Mali, le prix d'un flacon d'insuline avoisine les 7 euros alors que le salaire minimum dépasse à peine les 50 euros. Une étude menée dans le pays a montré qu'une année d'approvisionnement en insuline absorbait plus 17 % des revenus d'une famille. Ces prix élevés représentent un obstacle majeur à l'accès à l'insuline. En Afrique, un enfant atteint de diabète, même diagnostiqué, a une espérance de vie qui se réduit à un an par manque d'accès à l'insuline. Ceci est d'autant plus préjudiciable que les coûts de production sont estimés à moins de 60 euros par an et par personne, et d'autant plus paradoxal que les inventeurs de l'insuline en avaient cédé les brevets pour un dollar symbolique, en 1923.

« Soutenons les initiatives de l'OMS en proposant un dispositif adéquat (...) pour rééquilibrer le marché de l'insuline et permettre l'accès universel à ces traitements. »

Dès aujourd'hui, il est nécessaire et possible d'agir! Agir pour que la situation actuelle ne soit plus celle de demain. L'accès à des traitements abordables est absolument crucial pour la survie des personnes, mais c'est aussi un pré-requis pour permettre notamment aux pays en développement de définir et déployer des stratégies nationales. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a lancé le 14 avril 2021 le «Global Diabetes Compact», mais celui-ci doit être suivi d'actes concrets. Si la question de l'accès à l'insuline a été mentionnée, la communauté internationale doit faire plus. Les Etats membres de l'OMS sont réunis courant mai pour négocier une résolution sur le diabète et l'accès à l'insuline. Les résolutions de l'OMS donnent notamment mandat au Secrétariat de l'OMS d'intensifier son travail et son soutien

aux États-membres dans la mise en œuvre des résolutions. Elles incitent par ailleurs les pays à porter une attention particulière sur les questions soulevées et à mettre en œuvre les résolutions pour lesquelles ils se sont engagés.

Agissons! Soyons ambitieux! Nous appelons la France à soutenir, dès à présent et lors de la prochaine Assemblée Mondiale de la Santé (AMS), les propositions de résolution les plus ambitieuses sur le diabète et sur l'accès à l'insuline. Soutenons les initiatives de l'OMS en proposant un dispositif adéquat en vue d'assurer la transparence sur les prix de vente, les marges des intermédiaires et les coûts réels de production, pour rééquilibrer le marché de l'insuline et permettre l'accès universel à ces traitements. Appuyons l'augmentation du nombre de laboratoires produisant une insuline de qualité dans les régions en soutenant plus fortement les initiatives de production locale, notamment à travers le programme de pré-qualification de l'OMS sur l'insuline humaine.

Une proposition de résolution pour un accès universel à l'insuline a été déposée à l'Assemblée nationale le 14 avril dernier par le Député Vincent Ledoux.

Signataires: Vincent Ledoux co-signée par 20 députés de différents groupes ainsi que par Stéphane Besançon (ONG Santé Diabète), Bertrand Burgalat (Diabète et Méchants), Pauline Londeix et Jérôme Fournier (Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament), Marc de Kerdanet (Aide aux Jeunes Diabétiques) et la Fédération Française des Diabétiques.

Les députés co-signataires: Patricia Lemoine, Députée de Seine-et-Marne, Pierre-Yves Bournazel, Député de Paris, Antoine Herth, Député du Bas-Rhin, Jean-Marie Sermier, Député du Jura, Stéphane Peu, Député de la Seine-Saint-Denis, Jennifer De Temmerman, Députée du Nord, Pierre Morel-À-L'Huissier, Député de la Lozère, Laurence Vanceunebrock, Députée de l'Allier, Marie-France Lorho, Députée du Vaucluse, Valérie Six, Députée du Nord, Olivier Damaisin, Député de Lot-et-Garonne, Paul Molac, Député du Morbihan, Fabrice Brun, Député de l'Ardèche, Xavier Breton, Député de l'Ain, Sira Sylla, Députée de Seine-Maritime, Christine Pires Beaune, Députée du Puy-de-Dôme, Guy Bricout, Député du Nord, Michel Herbillon, Député du Val-de-Marne, Mathilde Panot, Députée du Val-de-Marne.